

## Emission Secrets d'Info de France Inter

Mercredi 21 septembre 2016

### La dette publique : une perspective historique

Dans le passé, on a connu des épisodes de très fortes poussées de la dette publique.

Ainsi, on a pu observer, en France, un rapport dette publique sur PIB de :

170% en 1929-30

200% en 1939-40 et en 1945

Ces poussées ont été le fait d'événements exceptionnels :

- ✓ La grande dépression de 1929
- ✓ Les guerres

Mais les périodes de croissance prolongée (comme au XIXème siècle jusqu'en 1870 ou les « trente glorieuses » des années 50 à 60) ont en général été caractérisées par des ratios de dette modérés, de l'ordre de 40% ou inférieurs.

\*  
\* \*

De ce rappel historique, on peut tirer plusieurs enseignements.

- 1) En période de croissance forte et relativement continue, la dette publique tend à se modérer (en d'autres termes : « on n'a pas besoin de recourir à la dette publique pour nourrir le développement économique » ou encore, si l'on préfère : « la croissance économique – qui influence sur le dénominateur du ratio – est le meilleur moyen de contenir l'endettement public »).
- 2) Les très fortes poussées de la dette publique sont, en général, le résultat :
  - D'évènements exceptionnels (guerres, crises, chocs pétroliers ....)
  - Ou de la poursuite pendant longtemps d'une politique budgétaire déraisonnable (voir Amérique Latine au cours des années 1970 ou la Grèce depuis les années 2000 par exemple)
- 3) La sortie de situations de surendettement est toujours payée par les citoyens et notamment par les classes moyennes, les épargnants, les « petites gens » à revenus fixes

Les sorties de crises d'endettement ont toujours été payées par les citoyens et souvent à un prix très élevé.

Ainsi :

- Les détenteurs de bons d'Etat qui avaient fait confiance aux Gouvernements (le « tiers consolidé » qui a suivi la Révolution Française) ont vu leurs créances autoritairement amputées ;
- L'inflation a été le moyen de plus fréquemment utilisé pour spolier les citoyens : On repaye la dette, mais en monnaie dépréciée et les épargnants sont ruinés ;

- La dévaluation de la monnaie accompagne en général les dérives inflationnistes et contribue à l'appauvrissement général des pays ;
- Aujourd'hui, la Banque Centrale étant impuissante à faire repartir l'inflation (en raison de facteurs structurels profonds) s'emploie à « réprimer » l'épargne en faisant tomber les taux d'intérêt à 0 - voire à des montants négatifs - dans l'espoir d'inciter les épargnants à consommer davantage.

\*  
\* \*

Certains diront : « quelle importance ? La dette ne sera jamais payée de toute façon ».

En réalité, les moyens évoqués ci-dessus (inflation, taux 0, réduction discrétionnaire de dettes... ) ont des conséquences sociales profondes et ne donnent guère confiance aux agents économiques.

Et n'oublions pas qu'au-delà d'un niveau – élevé – de l'ordre de 70% (dette publique /PIB), la charge d'intérêts devient lourde et oblige les gouvernements à sacrifier d'autres dépenses et notamment des investissements utiles.

Même à des taux d'intérêt historiquement très bas comme aujourd'hui, la France doit payer environ 45 Milliards en charges annuelles d'intérêt, c'est-à-dire plus que le budget de la Défense Nationale. On imagine ce qui se produirait si les taux d'intérêt repartaient à la hausse ...

Si l'on considère que l'Etat est en charge d'assurer l'avenir collectif de la Nation, alors on peut se demander si cette responsabilité est compatible avec la gestion à court terme de nos finances publiques telle qu'elle a été conduite depuis quarante ans. Cette gestion est caractérisée par :

- La répétition, chaque année, de budgets votés en déficit ;
- Le fait que ces déficits servent à financer des dépenses courantes (salaires, déficits de systèmes de protection sociale ...) et non des investissements qui seraient générateurs de recettes futures ;
- L'accroissement continu de la dette publique, du fait que les déficits budgétaires annuels sont toujours supérieurs au « seuil stabilisateur » de la dette (les Allemands, eux, ont engagé le processus de réduction de leur dette publique dont le niveau - de l'ordre de 70% - était considéré par eux comme trop élevé) ;
- Le transfert sur les générations futures – démographiquement déclinantes – des conséquences des largesses d'aujourd'hui.

\* \*

La dette publique française est proche de 100% du PIB (97,5% au 1<sup>er</sup> trimestre 2016). Elle atteint 2.137 Milliards €. Elle a pratiquement doublé en dix ans. 700 000 emplois ont été créés pendant cette période dans les collectivités locales ...

A-t-on jamais organisé un débat public à l'Assemblée Nationale sur les conséquences à long terme pour notre pays et notre société de ces dérives ? Est-ce un sujet pour les élections présidentielles ?

Bel exemple de démocratie ...